

# EPORA

Établissement  
public foncier  
de l'Ouest  
Rhône-Alpes

## DECISION DE PREEMPTION

**Objet : Exercice du droit de préemption urbain pour les lots n°1, 2, 3, 4, 7, 8, 9 et 10 du bien cadastré 250 section AR numéro 426 sis 36, chemin des Varennes à SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT (42170) – DIA MECHIN**

La Directrice Générale,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de justice administrative,

Vu le décret modifié n°98-923 du 14 octobre 1998 portant création de l'Etablissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes (EPORA),

Vu le SCoT Sud Loire,

Vu le programme local de l'habitat 2020-2026 de Loire Forez Agglomération approuvé par une délibération du conseil communautaire en date du 28 janvier 2020,

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal de Loire Forez Agglo approuvé le 13 décembre 2022 et modifié dernièrement le 12 décembre 2023,

Vu le programme pluriannuel d'intervention de l'EPORA 2021-2025, approuvé par le Conseil d'administration de l'EPORA le 5 mars 2021,

Vu la convention de veille et de stratégie foncière conclue le 2 février 2022, entre la commune de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT, la Communauté d'agglomération Loire Forez Agglomération et l'EPORA, délimitant un périmètre de veille et de stratégie foncière sur l'ensemble du territoire communal et prévoyant qu'EPORA pourra acquérir, dans ce cadre et pour le compte des collectivités, des biens immobiliers considérés comme stratégiques notamment par voie de préemption,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner établie par Maître Margaux MEYER, notaire et mandataire, en application des articles L. 213-2 et R. 213-5 du code de l'urbanisme, reçue le 11 octobre 2024 en mairie de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT, informant Monsieur le Maire de l'intention de l'indivision MECHIN de céder les lots n°1, 2, 3, 4, 7, 8, 9 et 10 du bien cadastré 250 section AR numéro 426 sis 36, chemin des Varennes à SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT (42170), au prix de DEUX CENT QUATRE VINGT DIX MILLE euros (290 000 €),

Vu l'arrêté du préfet de la Loire en date du 28 novembre 2023 prononçant la carence définie par l'article L. 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation au titre de la période triennale pour la commune de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT,

Vu la demande de communication de documents reçue le 28 novembre 2024 et la communication des documents sollicités le 5 décembre 2024,

Vu la demande de visite du bien reçue le 28 novembre 2024 et le constat contradictoire de visite en date du 11 décembre 2024,

Vu l'avis du Directeur départemental des finances publiques de la Loire le 13 décembre 2024,

Vu l'arrêté du préfet de la Loire en date du 18 décembre 2024 déléguant à EPOA le droit de préemption urbain tel que défini à l'article L. 210-1 du code de l'urbanisme pour les biens objets de la déclaration d'intention d'aliéner,

Vu la délibération n° 23/93 du 28 juin 2023 du Conseil d'administration de l'EPOA relative aux délégations accordées par le Conseil d'administration au Directeur Général,

Vu l'arrêté ministériel du 18 septembre 2023 portant renouvellement du mandat de Madame Florence HILAIRE dans les fonctions de Directrice Générale de l'EPOA,

Considérant que l'EPOA, en application du décret constitutif précité, est habilité à procéder à toutes acquisitions foncières et toutes opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, notamment en vue de faciliter la requalification de friches industrielles ou de zones d'activité économique, la création de logements dont logements sociaux, la revitalisation des centres-bourgs, la lutte contre l'étalement urbain et la préservation des espaces naturels et agricoles,

Considérant que le Programme pluriannuel d'intervention, approuvé par le conseil d'administration de l'EPOA du 5 mars 2021, fixe pour objectif à l'EPOA d'aider les communes à promouvoir la qualité urbaine, architecturale et paysagère des projets ainsi que développer en périurbain, des réponses d'aménagement avec des produits moins consommateurs d'espace et respectueux des sites naturels et des espaces agricoles environnants,

Considérant qu'en application de l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation, l'objectif global de réalisation de logements sociaux de la commune de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT pour la période triennale 2020-2022 était de 207 logements et que le bilan triennal faisait état d'une réalisation globale de 96 logements sociaux, soit un taux de réalisation de 41,54%,

Considérant qu'en application du même article, le nombre d'agréments ou de conventionnements de logements sociaux pour la période triennale 2020-2022 devait comporter 30% au plus de l'objectif global de réalisation précité en PLS ou assimilés, et 30% au moins de ce même objectif en PLAI ou assimilés, et que le bilan triennal faisait état d'une réalisation de 27,7% de PLAI ou assimilés et de 8% de PLS ou assimilés, dans la totalité des agréments ou conventionnements de logements sociaux,

Considérant que compte tenu du non-respect des obligations triennales, la commune a fait l'objet d'un arrêté préfectoral le 28 novembre 2023 constatant sa carence en matière de production de logements locatifs sociaux pour une durée de trois ans conformément à l'article L. 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation,

Considérant que la Communauté d'agglomération Loire Forez Agglomération a inscrit dans son programme local de l'habitat 2020 – 2026 approuvé par une délibération du conseil communautaire en date du 28 janvier 2020, un objectif consistant à pallier la carence dans la production de logements locatifs sociaux sur le territoire intercommunal dans lequel se situe la commune de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT,

Considérant que les biens objets de la déclaration d'intention d'aliéner sont situés au sein du périmètre de la convention de veille et de stratégie foncière conclue le 2 février 2022 entre la commune de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT, la Communauté d'agglomération Loire Forez Agglomération et l'EPORA qui identifie notamment la redynamisation et le renouvellement urbain comme faisant partie de ses enjeux majeurs, dans une logique de densification et de diversification de l'offre de logements,

Considérant qu'une étude de faisabilité urbaine réalisée en janvier 2024 par l'agence EPURES a identifié plusieurs gisements fonciers pour produire du logement social sur le territoire communal et a défini une stratégie d'action afin de requalifier ces tènements,

Considérant que le scénario d'aménagement et les études de capacité réalisées pour ce site prévoient la création d'une opération de logements locatifs sociaux sur cet îlot via une opération de réhabilitation du bâti pour créer 5 à 8 logements sociaux,

Considérant que l'acquisition de l'unité foncière composée notamment de la parcelle cadastrée 250 section AR numéro 426, est indispensable à la mise en œuvre de cette opération d'aménagement ayant pour but la création de logements, en ce compris des logements locatifs sociaux, conformément aux articles L. 300-1 du code de l'urbanisme et L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation,

Considérant que l'acquisition de cette parcelle pour réaliser du logement permettra de palier la carence de la commune en matière de production de logements et que sa maîtrise foncière s'intègre dans une opération globale d'acquisition par les personnes publiques sur des biens situés dans ce secteur nécessitant la constitution de réserves foncières,

Considérant que la réalisation de ces objectifs répondant à un projet urbain, une politique locale de l'habitat, de permettre le renouvellement urbain, la réalisation d'équipements collectifs, notamment en recherchant l'optimisation de l'utilisation des espaces urbanisés et à urbaniser, initiés sur le territoire de la commune de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT présente un intérêt général au sens de l'article L. 210-1 du code de l'urbanisme,

Considérant que l'acquisition de de bien tel que visé par la déclaration d'intention d'aliéner est stratégique et nécessaire pour la réalisation des objectifs assignés,

**Décide :**

**Article 1 :**

D'acquérir, par exercice du droit de préemption urbain, les lots n°1, 2, 3, 4, 7, 8, 9 et 10 du bien cadastré 250 section AR numéro 426 sis 36, chemin des Varennes à SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT (42170), **aux prix et conditions proposés dans la déclaration d'intention d'aliéner, soit un prix de DEUX CENT QUATRE VINGT DIX MILLE euros (290 000 €).**

**Article 2 :**

A compter de la signification de cette décision et à la suite de cet accord sur le prix conforme à celui mentionné dans la DIA, la vente de ces biens est définitive au profit de l'EPORA.

Conformément à l'article L. 213-14 du code de l'urbanisme, le prix d'acquisition sera payé ou, en cas d'obstacle au paiement, consigné dans les quatre mois suivant la signification de cette décision.

Le transfert de propriété interviendra à la plus tardive des dates auxquelles seront intervenus le paiement et l'acte authentique.

**Article 3 :**

La présente décision est notifiée à Madame la préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

**Article 4 :**

La présente décision sera notifiée par voie de Commissaire de justice à :

- Maître Margaux MEYER – 1, place de la République – 42170 SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT, en tant que notaire et mandataire de la vente,
- Mme Geneviève COUTURIER veuve MECHIN – 51, route de Saint-Etienne – 42170 SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT, en tant que venderesse,
- Mme Carole MECHIN ép. FORTUNIER – 2, allée des Platanes – 42340 VEAUCHE, en tant que venderesse,
- Mme Anne MECHIN ép. BUGAJ – 249, chemin de Traineboue – 42660 PLANFOY, en tant que venderesse,
- M. Victor MECHIN – 210, rue du Bourg – 43260 QUEYRIERES, en tant que vendeur,
- M. Jules MECHIN – 12, rue des Cigales – 42170 SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT, en tant que vendeur,
- M. Aymeric LARGIER – 15, rue des Chrysalides – 42170 SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT, en tant qu'acquéreur évincé,
- Mme Tiphaine CURY – Le Parc II – 61, avenue Mellet Mandard – 42170 SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT, en tant qu'acquéreur évincé.

Copie pour information et affichage sera adressée à Monsieur le Maire de SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT et à Monsieur le préfet de la Loire.

**Article 5 :**

La présente décision sera publiée au Recueil des actes administratifs de l'EPORA.

**Article 6 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa signification et, pour les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, devant le Tribunal administratif de LYON (184, rue Duguesclin – 69003 LYON).

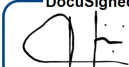
Elle peut également, dans le même délai de deux mois, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'EPORA (2, avenue Grüner – CS32902 – 42029 SAINT-ETIENNE Cedex 1).

En cas de rejet du recours gracieux par l'EPORA, la présente décision de préemption peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant la notification de rejet devant le Tribunal administratif de LYON.

L'absence de réponse de l'EPORA dans un délai de deux mois suivant la réception du recours gracieux équivaut à un rejet du recours.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 26 décembre 2024,

Le Directeur Général Adjoint,

DocuSigned by:  
  
16D3C96D71D44CB...

Monsieur Aimeric FABRIS

## Certificat de réalisation

Identifiant d'enveloppe: A6C79993-E861-4286-A129-24DF3BFA0AEA	État: Complétée	
Objet: Complétez avec Docusign : Décision de préemption SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT - DIA MECHIN.docx		
Enveloppe source:		
Nombre de pages du document: 5	Signatures: 1	Émetteur de l'enveloppe:
Nombre de pages du certificat: 1	Paraphe: 4	Yamina Boughellam
Signature dirigée: Activé		2 AVENUE GRUNER
Horodatage de l'enveloppe: Activé		CS32902
Fuseau horaire: (UTC+01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris		SAINT ETIENNE, France 42029
		yamina.boughellam@epora.fr
		Adresse IP: 176.190.44.97

## Suivi du dossier

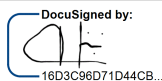
État: Original	Titulaire: Yamina Boughellam	Emplacement: DocuSign
26 décembre 2024   15:38	yamina.boughellam@epora.fr	

## Événements de signataire

Aimeric FABRIS  
 aimeric.fabris@epora.fr  
 Directeur général adjoint  
 EPORA

Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune)

## Signature



Sélection d'une signature : Écrit sur un appareil  
 En utilisant l'adresse IP: 37.58.253.73

## Horodatage

Envoyée: 26 décembre 2024 | 15:41  
 Consultée: 26 décembre 2024 | 15:44  
 Signée: 26 décembre 2024 | 15:45

## Divulgate relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Non offerte par DocuSign

## Événements de signataire en personne

Événements de livraison à l'éditeur	État	Horodatage
-------------------------------------	------	------------

Événements de livraison à l'agent	État	Horodatage
-----------------------------------	------	------------

Événements de livraison intermédiaire	État	Horodatage
---------------------------------------	------	------------

Événements de livraison certifiée	État	Horodatage
-----------------------------------	------	------------

Événements de copie carbone	État	Horodatage
-----------------------------	------	------------

Événements de témoins	Signature	Horodatage
-----------------------	-----------	------------

Événements notariaux	Signature	Horodatage
----------------------	-----------	------------

Récapitulatif des événements de l'enveloppe	État	Horodatages
---	------	-------------

Enveloppe envoyée	Haché/crypté	26 décembre 2024   15:41
Livraison certifiée	Sécurité vérifiée	26 décembre 2024   15:44
Signature complétée	Sécurité vérifiée	26 décembre 2024   15:45
Complétée	Sécurité vérifiée	26 décembre 2024   15:45

Événements de paiement	État	Horodatages
------------------------	------	-------------